

« Les grandes villes : locomotives du développement économique national »

Thème du Congrès 2009 de l'ASDEQ

La croissance économique des régions et des pays est tributaire du dynamisme économique de leurs principales villes. C'est pourquoi, les thèmes qui seront abordés lors du 34^{ème} congrès seront : les facteurs qui déterminent, à l'aube du XXI^{ème} siècle, le dynamisme d'une grande ville ; et le classement de Montréal comme moteur de croissance économique.

Le thème de « Les grandes villes : locomotives du développement économique national » représente donc un sujet fort approprié et il a été retenu pour le 34^{ème} congrès annuel de l'ASDEQ, qui aura lieu à Hôtel Hilton Bonaventure, Montréal, les 7 et 8 mai prochains. Une succession de présentations permettra d'établir en termes concrets les enjeux de la thématique retenue par l'équipe de Montréal qui travaille depuis plus d'un an à la préparation de cet événement sous la présidence de **Clément Gignac**, président de l'ASDEQ, et de **Marcel Côté**, président du congrès 2009 et associé fondateur de SECOR Conseil.

Le format du congrès est sensiblement le même que par les années passées avec : atelier de formation (optionnel) ; séances plénières sous forme de « panel / débat » ; ateliers concomitants ; déjeuners causerie ; assemblée annuelle. Cependant, cette année, le comité organisateur revient à la tradition d'offrir un souper avec conférencier, plutôt qu'un cocktail, pour terminer la première journée du Congrès - **Gérald Tremblay**, Maire de Montréal, sera le conférencier invité.

L'élaboration du programme est très avancée et comprend déjà un éventail impressionnant de présidents de séance et de conférenciers émérites provenant du Québec et de l'étranger. Mentionnons entre autres : **Robert E. Lucas**, Université de Chicago, Lauréat en 1995 du Prix Nobel d'économie ; **Alain Lapointe**, HEC Montréal ; **Mario Pezzini**, Directeur adjoint, Gouvernance publique et développement territorial, OCDE ; **Pierre Desrochers**, Département de géographie, Université de Toronto ; **Mario Polèse**, INRS Urbanisation, Culture et Société ; **Laurent Davezies**, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris Val de Marne ; **Serge Coulombe**, Département de science économique, Université d'Ottawa ; **Marc Urbain Proulx**, Département des sciences économiques et administratives, Université du Québec à Chicoutimi ; **Marcel Boyer**, Institut économique de Montréal ; **Richard Shearmur**, INRS Urbanisation, Culture et Société ; **Pierre Brunet**, Montréal International ; **François Vaillancourt**, Département de sciences économiques, Université de Montréal ; **Christian Dufour**, ENAP ; **Jack Jedwab**, Université McGill ; **Luc Godbout**, Université de Sherbrooke ; **François Des Rosiers**, FSA, Université Laval ; **Jean-Paul Gravel**, Président, Groupe Urbatique ; **Thomas J. Courchesne**, Département d'économie, Université Queen's ; **Bruno Desautels**, Associé fiscalité, KPMG ; **Henri-Paul Rousseau**, Vice-président, Power Corporation du Canada ; **Alain Dubuc**, Chroniqueur, La Presse ; **William Watson**, Département d'économie, Université McGill ; **Charles Lapointe**, Président-directeur général, Tourisme Montréal ; **Gérald Tremblay**, Maire de Montréal ; Roger Martin, Doyen, Rotman School of Management, Université de Toronto ; **Hubert Duault**, Directeur général, Paris Développement ; **Mathieu Laberge**, Cirano ; **Robert Lacroix**, Université de Montréal ;

Équipe de rédaction

Directeur du bulletin:
Gilles René
Collaborateur:
Charles A. Carrier
Conception et design:
François-Akio Côté

Fernand Martin, Université de Montréal ; **Claude Séguin**, Vice-président principal, Groupe CGI ; **Jacques Ménard**, Président, BMO Groupe financier; **Jeffrey Orr**, Président et chef de la direction, Corporation Financière Power ; et **Marcel Côté**, associé fondateur de SECOR Conseil.

D'autres noms s'ajouteront à cette liste au cours des prochaines semaines alors que la version finale du programme sera envoyée aux membres et ami(e)s de l'ASDEQ. Près de 400 participants provenant de tous les niveaux hiérarchiques et toutes les sphères de l'activité économique sont attendus à Montréal. Le Congrès 2009 devrait donc encourager les personnes intéressées aux grandes questions d'actualité, à savoir : économistes, chercheurs, universitaires, administrateurs publics et dirigeants d'entreprises. Les participants auront de nombreuses occasions pour nouer de profitables relations professionnelles. C'est donc un rendez-vous important que nous vous invitons à inscrire sans tarder à votre agenda et bon congrès !

Projet de programme du congrès 2009 de l'ASDEQ

Conférence d'ouverture



La conférence d'ouverture sera offerte par **Robert E. Lucas**, Université de Chicago, Lauréat en 1995 du Prix Nobel d'économie, qui nous entretiendra de « les grandes villes et la croissance économique ».

Panel / débat



Le premier « panel / débat » du jeudi 7 mai vous permettra d'entendre **Mario Pezzini**, Directeur adjoint, Gouvernance publique et développement territorial, OCDE, et **Pierre Desrochers**, Département de géographie, Université de Toronto sur « Qu'est-ce qui fait une grande ville ? Y a-t-il une recette ? ». S'appuyant sur la conférence d'ouverture, les panélistes discuteront des principales thèses en cours pour expliquer le dynamisme des villes, dont les suivantes :

1. la maîtrise ponctuelle d'un ensemble de facteurs propices au développement d'entreprises dans les secteurs en forte croissance, capitalisant ses avantages comparatifs et les forces d'agglomération (le modèle classique);
2. le développement d'une « grappe » à la Porter ou de pôle de compétitivité, à la Perroux, autour d'entreprises locales dynamiques et en forte expansion globalement; et
3. des conditions d'accueil favorables pour la classe créative, qui est au cœur du développement économique à l'aube du XXIème siècle (le modèle Florida).

En après-midi, le deuxième « panel / débat » portera sur « Le « bon » et le « moins bon » de Montréal » avec trois observateurs chevronnés de la scène montréalaise : Alain Dubuc, Chroniqueur, La Presse ; William Watson, Département d'économie, Université McGill ; et Charles Lapointe, Président-directeur général, Tourisme Montréal

Vendredi en matinée, le troisième « panel / débat » tentera de répondre à la question suivante : est-ce Montréal est une ville intéressante pour y développer une entreprise ?

Jeffrey Orr, Président et chef de la direction, Corporation Financière Power, **Alain Bellemare**, ancien président-directeur général, Pratt & Whitney Canada, et d'autres dirigeants d'entreprises globales feront valoir leurs points de vue sur : ce qui peut les inciter à investir à Montréal, tout en soulevant les difficultés qu'ils y rencontrent ; les difficultés économiques de Montréal ; et les priorités d'un plan d'action pour remettre Montréal sur les rails.

Les Ateliers

Fidèles à ce thème, les ateliers diversifiés permettront de savoir s'il y a un problème, de faire le point sur les pistes de solution, et d'identifier les solutions qui devront être mises en place pour face aux enjeux de demain. Voici quelques exemples de sous thèmes qui seront traités :

1. La grande ville a-t-elle besoin de régions dynamiques?;
2. Une ville qui marche bien : qu'est-ce que c'est ? ;
3. Le défi linguistique et culturel de Montréal ;
4. La fiscalité constitue-t-elle un avantage comparatif pour Montréal ? ;
5. La crise des infrastructures des villes ; et
6. L'éducation et le futur de Montréal.

Déjeuners causerie

Pour le premier déjeuner causerie, les organisateurs espèrent que **Greg Nickels**, Maire de Seattle, pourra être disponible pour parler de « What makes a great city: the Seattle experience ». Lors du deuxième déjeuner causerie, **Marcel Côté**, Président du congrès 2009, a accepté de faire la synthèse du Congrès 2009 et de dresser « Un nouvel agenda pour Montréal ».

Assemblée générale de l'ASDEQ

L'Assemblée générale annuelle de l'ASDEQ marque l'évolution de l'association et nous vous encourageons à y participer. À l'ordre du jour, il y aura les rapports traditionnels, à savoir ceux : du Président sortant ;

du Directeur général ; et de la Trésorière. D'autres points seront aussi à l'ordre du jour. Vos suggestions et propositions sont toujours les bienvenues.

Dîner-gala



Cette année, plutôt qu'un cocktail, pour terminer la première journée du Congrès et immédiatement après l'assemblée annuelle, il y aura un dîner-gala avec **Gérald Tremblay**, Maire de Montréal, comme conférencier invité.

12e édition du Prix d'excellence Caisse de dépôt et placement du Québec - Merrill Lynch en journalisme économique et financier

Le 21 janvier dernier au Centre CDP Capital (Montréal), l'ASDEQ dévoilait les lauréats du Prix d'excellence Caisse de dépôt et placement du Québec - Merrill Lynch en journalisme économique et financier. Organisé depuis 1997, le Prix, qui est l'un des plus prestigieux concours journalistiques au Québec, souligne l'excellence journalistique dans le domaine économique et financier. La cérémonie de remise du Prix a été l'occasion pour **M. Fernand Perreault**, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, **Guy Savard**, président du conseil de Merrill Lynch Canada, et **Clément Gignac**, président de l'ASDEQ, de remettre des bourses totalisant 17 500 \$.



(photo : André Baillargeon)

De gauche à droite : M. Rudy Le Cours, La Presse (lauréat du 3e prix), M. Philippe Mercure, la Presse (lauréat du 1er prix - ex æquo), M. Guy Gendron, Radio-Canada (lauréat du 1er prix - ex æquo), M. Clément Gignac, président de l'ASDEQ, M. Martin Jolicoeur, Les Affaires (lauréat du 2e prix), M. Fernand Perreault, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec et M. Guy Savard, président du Conseil de Merrill Lynch Canada.

Les journalistes **Guy Gendron**, de Radio-Canada, et **Philippe Mercure**, du quotidien La Presse, se sont vus octroyer le premier prix accompagné d'une bourse de 10 000 \$, bourse qu'ils devront partager entre eux. Guy Gendron, dans son reportage long visuel en novembre 2007 « Ethanol, la fièvre verte » http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/enquete/archive209_200802.shtml#, mentionne que le Québec est entré dans la course mondiale aux biocarburants avec la récente ouverture, à Varennes, d'une usine d'éthanol. Ce carburant, produit à partir du maïs, est appelé à jouer un rôle grandissant dans le marché énergétique en Amérique du Nord, poussé par la volonté des États-Unis de réduire leur dépendance au pétrole importé. Mais cette course a aussi un prix, celui de bouleverser l'équilibre alimentaire dans le monde. Le long reportage de Philippe Mercure en janvier et février 2008 sur l'« Indonésie : le pays où l'argent pousse dans les arbres » a retenu l'attention des membres du jury.

Le deuxième prix, une bourse de 5 000 \$, a été décerné à **Martin Jolicoeur**, journal Les Affaires, pour un reportage court en mars 2008 sur la libéralisation des marchés dans le secteur du transport aérien intitulé « Le ciel ne peut attendre » <http://www.lesaffaires.com/article/0/publication--lesaffaires/2008-03-20/474199/le-ciel-ne-peut-attendre.fr.html>. Étant donné qu'une entente de libéralisation de l'espace aérien au-dessus de l'océan Atlantique est entrée en vigueur entre les États-Unis et l'Union européenne depuis le 30 mars dernier, et que cette entente exclut le Canada, M. Jolicoeur pense que ceci devrait inciter Ottawa à accélérer le pas afin de ratifier un accord similaire avec l'Europe, faute de quoi les transporteurs canadiens seront lourdement pénalisés. Il conclut que « la place du Canada dans le marché européen sera largement déterminée par la capacité du gouvernement canadien à conclure un accord avec l'Union européenne dans l'année à venir ».

Finalement, une bourse de 2 500 \$ a été attribuée à Rudy Le Cours du quotidien La Presse pour sa série d'articles courts sur « la crise du crédit / les banques centrales / la cylindrée canadienne » en décembre 2007.

L'édition 2008 du Prix a suscité un vif intérêt de la part des journalistes alors que 64 candidatures ont été soumises par 19 médias, français et anglais http://www.asdeq.org/publications/prix-journalisme/pdf/2008/profil_candidatures_2008.pdf. Clément Gignac, président de l'ASDEQ, a remercié les membres du jury « dont la tâche n'a pas été facile compte tenu du nombre important de candidatures reçues tout autant que de la très grande qualité des articles et reportage ».

Pour Guy Savard, président du conseil de Merrill Lynch Canada, « reconnaître la qualité du travail des journalistes qui couvrent la scène financière prend une importance particulière en cette période d'instabilité et d'incertitude, alors que tous les acteurs de la vie économique sont en quête d'une information de valeur, rigoureuse, objective et indépendante ».

ASDEQ

C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone :
514.342.7537
Télécopieur :
514.342.3967
Courriel :
national@asdeq.org
Internet :
www.asdeq.org

« En cette période de profonde transformation de nos économies mondiales, il est plus que jamais nécessaire que les médias vulgarisent et mettent en contexte les enjeux souvent complexes auxquels la communauté d'affaires fait face. Ce Prix prestigieux démontre clairement que nos journalistes québécois sont en mesure de relever cet important défi », a exprimé Fernand Perreault, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Clément Gignac, président de l'ASDEQ, a noté que « le prix prend de l'envergure année après année, non seulement au niveau de son taux de participation, mais également au niveau de sa visibilité et de sa crédibilité. L'ASDEQ a pour mission de promouvoir le savoir économique au Québec et ce Prix permet, entre autres choses, d'atteindre cet objectif essentiel. Nous en sommes très heureux et remercions nos partenaires de leur fidèle appui ayant permis de faire du Prix d'excellence Caisse de dépôt et placement du Québec - Merrill Lynch en journalisme économique et financier ce qu'il est aujourd'hui ».

Présidé par **Charles A. Carrier**, le jury de la 12^{ième} édition du Prix était composé de **Jean-Pierre Aubry**, Président, Comité des politiques publiques de l'ASDEQ, **Claude Beauchamp**, journaliste et ancien animateur de Capital Action (RDI), **Pierre Bergeron**, animateur de l'émission FrancOpinion - Télévision Rogers-Ottawa et ancien directeur du journal Le Droit, ainsi que **Colette Brin**, professeur au département d'Information et Communication, Faculté des Lettres, Université Laval.

Le Prix d'excellence Caisse de dépôt et placement du Québec - Merrill Lynch en journalisme économique et financier est le plus prestigieux concours journalistique au Québec qui vise à reconnaître le travail des journalistes qui participent à la vie économique du Québec en diffusant auprès du public une information économique et financière juste et de qualité, à la fois rigoureuse

critique et accessible. Le concours annuel est ouvert aux journalistes oeuvrant au Québec, dans l'une des deux langues officielles, et ayant publié ou diffusé un reportage à caractère économique ou financier dans la presse écrite, radiophonique, télévisuelle ou Internet. C'est l'ASDEQ qui est responsable de la promotion et de la gestion de ce prix.

Journée portes ouvertes à statistique canada

Collaboration spéciale de François Gendron, Chef conseiller, Groupe d'analyse économique, Statistique du commerce et des entreprises, Statistique Canada

Le 15 décembre dernier, Statistique Canada, en collaboration avec la section ASDEQ-Outaouais, organisait une journée portes ouvertes sur le thème : « Aux frontières des derniers développements à Statistique Canada ». Le but de la journée était de fournir aux participants une vue d'ensemble des projets d'envergure en cours de développement à Statistique Canada, en particulier dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la mondialisation et du commerce international, du marché du travail, de la productivité ainsi que de la mesure des prix dans le secteur des services.



L'arrivée du nouveau statisticien en chef

L'un des derniers développements parmi les plus importants survenu au sein de notre organisation est sûrement l'arrivée de notre nouveau statisticien en chef, **M. Munir Sheikh**. Dans son discours d'ouverture de la journée, **M. Philip Smith**, statisticien en chef adjoint du

ASDEQ

C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone :
514.342.7537
Télécopieur :
514.342.3967
Courriel :
national@asdeq.org

secteur du commerce et des entreprises, mentionnait que : « (...) depuis son entrée en fonction comme statisticien en chef, il [M. Sheikh] a exposé les trois grands thèmes qui guideront l'établissement des priorités à Statistique Canada au cours des prochaines années : maintenir la pertinence de nos programmes statistiques en réaffectant les ressources selon les priorités; garantir la haute qualité des données; et gérer efficacement les ressources humaines pendant la période de transition intergénérationnelle que nous traversons. » C'est autour de ces trois grands thèmes que M. Smith a orchestré son discours <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2008/philip-smith.pdf>.

Durant cette Journée, plusieurs experts de l'organisme ont adressé la parole aux quelques 90 participants qui s'étaient déplacés pour l'occasion, en dépit de la grève du transport en commun à Ottawa. Comme je le disais à titre d'organisateur de cette journée, nous étions tous très nerveux à l'idée que la grève chez OC Transpo ne se conjugue avec une tempête de neige et que la fermeture impromptue d'un pont entre Ottawa et Gatineau ne vienne finalement compromettre la tenue de cette journée. Le sort a voulu que la grande majorité des personnes inscrites aient pu se déplacer pour venir entendre les conférenciers tout en faisant de nouvelles connaissances avec des collègues et amis d'autres ministères et institutions fédérales, provinciales et d'autres organismes.

Économie : un sujet de première importance pour Statistique Canada

Justin Lacroix, directeur adjoint à la Division de la fabrication et de l'énergie a ouvert le bal en dressant un portrait des statistiques sur l'énergie <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2008/justin-lacroix.pdf>. **François Soulard** a, quant à lui, parlé des nouvelles enquêtes sur l'environnement et comment celles-ci viennent appuyer les efforts de développement d'une comptabilité de l'eau et des autres comptes de l'environnement <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2008/francois-soulard.pdf>. **Patrick O'Hagan**, directeur de la Division de la balance des paiements, a ensuite enchaîné en parlant de mondialisation et de chaînes de valeurs <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2008/patrick-ohagan.pdf> pour passer la parole à **Louis Marc Ducharme**, directeur général de la statistique économique, qui a terminé l'avant-midi

en faisant un compte rendu des développements dans la mesure des prix des services <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2008/louis-marc-ducharme.pdf>.

L'heure du repas était libre pour favoriser les échanges et permettre aux participants de visiter les kiosques d'information. **Nicolas Rahal** et **Cindy Renaud** de la Direction générale des études analytiques ont monté un kiosque attrayant faisant la promotion de nos produits analytiques. **Danielle Beaudoin** et son équipe de la Division des services aux clients ont montré aux participants comment se retrouver sur notre nouveau site Web. Enfin, **Flora Sigeris** et **Francine Trottier-Guilbaud** ont répondu aux questions des personnes qui étaient intéressées à faire carrière à Statistique Canada.

Après le repas et les visites aux kiosques d'information, les participants se sont remis à l'écoute de **Christel Le Petit**, chef à la Division de la statistique du travail. Christel leur a expliqué les différences conceptuelles entre les estimations de l'emploi provenant de l'Enquête sur la population active et de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2008/chistel-lepetit.pdf>. Cette présentation donnait le ton à **Jean-Pierre Maynard**, Chef à la Division des comptes des revenus et des dépenses, pour qu'il expose les dernières statistiques sur la productivité. Enfin, **Paula Thomson**, directrice de la Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, venait mettre un terme à la journée en présentant la nouvelle Enquête générale par panel auprès des entreprises <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2008/paula-thomson.pdf>.

Échanges avec les utilisateurs

Les modérateurs et modératrices des différentes sessions étaient tous des personnes provenant de l'extérieur de Statistique Canada et qui sont venus nous dire comment nos programmes statistiques et nos grandes orientations de développement répondent à leurs besoins criants en matière de données statistiques. Mentionnons : **Agathe Côté**, conseillère à la Banque du Canada ; **André Downs**, directeur général du projet de recherche sur les politiques,

Judith Hamel, économiste au Bureau du Conseil privé et présidente du chapitre Outaouais de l'ASDEQ,
Denis Martel et **Marc Duhamel**, directeur et économiste principal à Industrie Canada, **Ian Campbell**, gestionnaire principal à Agriculture et Agroalimentaire Canada et **Jean-Pierre Aubry**, président du comité de politiques publiques à l'ASDEQ.

Clérance Kimanyi et **Jac-André Boulet**, co-organisateurs de l'évènement et membres du comité de direction de l'ASDEQ-Outaouais, concluaient ainsi la journée : « (...) somme toute, ce fût une journée très enrichissante, tant pour nos membres qui en ont appris beaucoup sur les programmes de Statistique Canada et pour les participants de Statistique Canada qui ont pu échanger avec leurs utilisateurs en personne et discuter de leur programme. »

Prix Nobel d'économie en 2008



Depuis quelques années, l'ASDEQ-Outaouais a débuté une série de conférences « 5 à 7 » sur les lauréats du « Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel », dit « Prix Nobel d'économie » dans le but de faire connaître leurs contributions à la théorie économique et à l'analyse des politiques. Le 15 octobre 2008, le Prix Nobel d'économie fut décerné à **Paul Krugman**, professeur d'économie et de relations internationales à l'université de Princeton (New Jersey), pour avoir montré « les effets des économies d'échelle sur les modèles du commerce international et la localisation

de l'activité économique ». Ses idées ont entraîné une réorientation de la recherche sur ces questions.

Serge Coulombe, Professeur titulaire, Université d'Ottawa, a présidé la conférence « 5 à 7 » avec les conférenciers suivants : **Robert Lafrance**, Directeur de recherches, Département d'analyse économique internationale, Banque du Canada ; et **Christophe Ribichesi**, Économiste chez KPMG et auparavant Professeur à l'Institut national de recherche scientifique.

Robert Lafrance a traité d'une des contributions majeures de Krugman à la science économique, à savoir : l'analyse de l'impact des économies d'échelle dans le commerce international <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2009/robert-lafrance-Slide.pdf>. Avant Krugman, la théorie dominante était celle de l'avantage comparatif de Ricardo (à savoir, tous les pays, même les moins compétitifs, trouvent un intérêt à rentrer dans le jeu du commerce international en se spécialisant dans la production où ils détiennent l'avantage relatif le plus important ou le désavantage relatif le moins lourd de conséquences) et le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson (qui est le « modèle standard » de la théorie du commerce international où les échanges internationaux reposent sur des différences de dotation dans les facteurs de production). Krugman a proposé pour sa part que l'essentiel du commerce international n'est pas nord-sud avec des termes inégaux, mais bien nord-nord et que les biens échangés sont très similaires. M. Lafrance a conclu sa présentation en disant : on a toujours besoin d'un plus petit que soi ; les théories les plus élégantes sont souvent les plus simples ; et l'économiste est reconnu pour expliquer, en théorie, ce qui se passe en réalité.

Christophe Ribichesi a abordé la contribution de Krugman à la « nouvelle géographie économique » (NEG), qu'il a développée en 1991 <http://www.asdeq.org/activites/pdf/2009/Christophe-Ribichesi.ppt#4>. La NEG, axée uniquement sur des mécanismes, a introduit la dimension spatiale dans l'analyse économique. Krugman a dit en 1995 : « Qu'est-ce qui fait que les économistes ont l'impression d'être comme des aveugles devant les questions spatiales ? Leur ignorance ne doit rien au hasard: il y a quelque chose en économie géographique qui les empêche d'utiliser leurs outils habituels. Ce quelque chose... est la forme

que la structure de marché doit prendre en présence de rendements croissants ». Les pays sont identiques, mais ils n'ont pas la même taille. Selon M. Ribichesi, les concepts de base de la NEG sont l'émergence de processus cumulatifs d'agglomération. Sur cette base, différents travaux envisagent les mouvements de firmes ou de travailleurs. M. Ribichesi a dit que le principal apport de ces travaux fut de faire émerger de façon endogène l'agglomération via des mécanismes de marchés. Pour Krugman, le marché et l'ouverture au commerce peuvent être la source d'inégalités. Les modèles de Krugman n'expliquent pas la réalité dans sa complexité, mais ils l'expliquent après coup.

Le Professeur Coulombe a mentionné que Krugman, éditorialiste au New York Times, est l'une des voix des économistes. Ses interventions ont permis de mieux comprendre les crises. Relativement à la crise financière, Krugman fut le premier à parler d'un Plan Paulson. Il est un économiste influent dans le domaine de la finance internationale, il a notamment démontré que les taux de change fixes vont se terminer par des attaques spéculatives. Cette explication est considérée comme l'une des principales contribution de la « première génération » des modèles de crise monétaire. Pour Krugman, l'idée d'acheter des acides toxiques, ce n'est pas une si bonne idée que ça.

À la période de questions, M. Ribichesi a noté que le coût de la vie est plus élevé, mais que le salaire nominal est aussi élevé. Il a ajouté qu'il y a une plus grande diversité de biens dans les grandes villes - p. ex. on paie pour plusieurs choses, avec une plus grande possibilité d'y trouver du travail. À savoir si le commerce des services a été traité de la même façon que le commerce des biens par Krugman, M. Lafrance a répondu que les biens et services ont été traités de la même façon - p. ex. la compétence initiale des ordinateurs était en Californie, mais maintenant, l'Inde en fabrique aussi. L'échange se fait maintenant plus par spécialisation. À la question des coûts de transport sur les services, M. Ribichesi a répondu qu'il avait étudié la baisse des coûts de transport sur les services, et qu'il avait noté qu'il y avait eu délocalisation au lieu de polarisation, p. ex. l'Inde a un avantage à cause de sa main d'œuvre abondante et des salaires plus bas. Krugman a défendu le libre-échange parce que les gouvernements ne sont pas capables de décider quels secteurs protéger.

Bourse en journalisme économique

L'actualité économique fait de plus en plus partie du quotidien des citoyens. C'est pourquoi, l'Université Laval lançait, en 2006, une maîtrise en journalisme économique, avec stage, afin de permettre aux étudiants d'acquérir les fondements de la science économique, de comprendre les mécanismes de construction de l'actualité aussi bien que les problématiques et enjeux du journalisme économique. Pour attirer les meilleurs candidats et leur permettre de suivre le programme dans les meilleures conditions possibles, une bourse de 15 000 \$ par année est offerte à un(e) étudiant(e) de la maîtrise en journalisme économique et financier de l'Université Laval. En 2008, les partenaires du programme de bourses en journalisme économique étaient : L'ASDEQ ; La Caisse de dépôt et placement du Québec ; **M. Jean-Luc Landry**, Landry Morin, gestionnaires de portefeuilles ; et La Fondation Reader's Digest du Canada.



Le 3 décembre dernier, **Rita Devlin Marier**, étudiante du programme de Maîtrise en journalisme économique, a reçu la bourse de 15 000\$ remise en 2008. La photo prise lors de la remise de bourse montre, de gauche à droite : **Yvan Richard**, conseiller au président et chef de la direction - Siège social de la Caisse (Québec), Rita Devlin Marier, boursière 2008, et **Charles A. Carrier**, directeur général, ASDEQ. Tout en remerciant les partenaires du programme de bourse, Mme Devlin Marier a dit : « C'est mon intérêt pour les questions économiques qui m'a poussé vers le journalisme, et ce fut un grand plaisir de constater que des donateurs tels que vous-mêmes reconnaissent l'importance d'amener l'information économique, trop souvent jugée complexe et peu intéressante, au grand public. Je voulais une carrière consacrée à comprendre davantage l'économie mondiale, mais qui me permettrait de décortiquer les enjeux économiques et financiers qui ont un impact direct sur la population, enjeux qui m'avaient

fait choisir la science économique au baccalauréat. Le journalisme économique marie le défi intellectuel constant de la science économique et la profession changeante, dynamique, exigeante et de service public qu'est le journalisme ».

La spécialisation en journalisme économique de l'Université Laval a comblé les besoins en matière d'information économique au Québec, ce qui est un atout considérable pour les entreprises de presse et l'ensemble de la société. Les candidats doivent avoir complété un bac dans une discipline liée à la spécialité (économique, administration des affaires, etc.) et posséder une expérience professionnelle pertinente d'au moins un an ou avoir réussi un certificat en journalisme. La maîtrise du français et de l'anglais fait aussi partie des critères d'admission.

L'ASDEQ a engagé la somme de 5 000 \$ par an, pour trois ans, afin d'encourager des étudiants à entreprendre et à poursuivre le cheminement de maîtrise en communication publique avec stage, spécialisation « journalisme économique ». Pour l'ASDEQ, cette contribution constitue un complément au prestigieux Prix d'excellence Caisse de dépôt et placement du Québec - Merrill Lynch en journalisme économique et financier (voir ci-avant).

17ième colloque annuel sur la conjoncture économique de la région de Québec

Le 22 janvier, la section de la Vieille Capitale tenait son 17ième Colloque sur la conjoncture économique de la région de Québec, qui pour une première fois, a été organisé en collaboration avec Pôle Québec Chaudière-Appalaches, l'agence de développement économique de la grande région de Québec <http://www.pole-qca.ca/>. Au cours de cet événement, des économistes chevronnés ont présenté leurs perspectives pour l'année 2009.

M. Carl Viel, président-directeur général de Pôle Québec Chaudière-Appalaches, fut le conférencier d'honneur qui a présenté les résultats d'un sondage auprès des chefs d'entreprise de la région et portant sur leurs perspectives quant à la situation économique, à la main-d'oeuvre, aux investissements, au financement. Non seulement l'économie de Québec demeurera performante en 2009, mais elle devrait facilement repousser la récession pourtant bien installée autour d'elle.



Mme Joëlle Noreau, économiste principale au Mouvement des Caisses Desjardins, a dressé un portrait de la conjoncture économique nord-américaine et québécoise. Selon elle, l'économie de la capitale demeure à l'abri des grands mouvements extérieurs puisque plusieurs facteurs continuent de sourire aux consommateurs de la région, notamment les bas taux d'intérêt, des baisses d'impôt et des investissements massifs dans les infrastructures. Cette bonne tenue de l'économie donne également confiance aux gens d'affaires de Québec.



M. Louis Thériault, directeur du Service des perspectives industrielles canadiennes, Conference Board, a présenté les perspectives économiques pour la région administrative de la Capitale-Nationale. Il a noté un certain ralentissement de l'activité économique à Québec. Il a dit que la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région métropolitaine de Québec devrait croître de 1,7 % en 2009, alors que l'an passé, il avait progressé de 1,5 %. Pour 2010, une hausse possible de 2,2 % est prévue. M. Thériault pense que l'économie de Québec va tellement bien qu'elle pourrait même se glisser parmi les cinq agglomérations métropolitaines les plus performantes du Canada. En 2008, Québec a terminé au sixième rang au pays derrière notamment Saskatoon, Calgary et Edmonton. Le taux actuel de chômage d'environ 4 % à Québec pourrait se situer autour de 5,5 % en 2009 alors que la création d'emplois devrait y être neutralisée. Pour 2009, la stabilité du marché de l'emploi à Québec jouera en sa

faveur puisque, contrairement à certaines agglomérations où le secteur manufacturier et de la fabrication est très concentré, la présence à Québec de 45 000 fonctionnaires et de plus de 50 000 travailleurs évoluant en santé et en éducation assure une base solide au marché du travail. L'économie de Québec s'est d'ailleurs diversifiée au cours des 20 dernières années. Par exemple, les emplois liés à la fonction publique ne représentent plus que 13 % du PIB total. En revanche, le secteur de la finance, assurances et immobilier a pris du poids dans la région, passant de 16 % en 1987 à 21 % du PIB total aujourd'hui.

Mme Elisabeth Koulouris, analyste principale de marché à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), a fait état de la situation du marché immobilier dans la région de Québec et a présenté les perspectives pour l'année 2009. Mme Koulouris a noté un certain ralentissement au niveau des mises en chantier en général. Elle prévoit qu'il y aura, en 2009, 4 550 mises en chantier, toutes catégories confondues, soit une baisse de 17% comparativement aux 5 457 constructions neuves réalisées l'an dernier dans la région. Selon elle, c'est surtout la construction de résidences unifamiliales qui décline puisque le prix moyen d'une maison neuve devrait s'établir à 256 000\$ en 2009 et que le prix des terrains a fait un bond de 28% cette année. Seulement 1 650 maisons individuelles seront construites à Québec en 2009, soit une diminution de 19%. Le marché de la revente de maisons existantes demeurera donc en vigueur dans la région cette année. La SCHL s'attend à ce que 8 300 résidences changent de propriétaire, ce qui continue d'exercer une certaine pression sur les prix. La valeur moyenne d'une maison existante à Québec passe à 205 000 \$, soit une croissance de 5%.

M. Viel, a divulgué les résultats d'une enquête menée par Axiome marketing auprès de plus de 200 chefs d'entreprises de la zone économique Québec Chaudière-Appalaches, oeuvrant dans les secteurs des technologies appliquées, des sciences de la vie, de l'industrie manufacturière et des assurances. Le sondage a porté sur la perception qu'ont les dirigeants d'entreprises quant à la situation économique, leurs intentions en matière d'investissements ainsi que sur les exportations, le financement et la main-d'oeuvre. Les principaux faits saillants de l'enquête sont les suivants:

- la situation économique régionale est plus favorable que celle du reste du Québec, du Canada, des États-Unis et du reste du monde ;
- même si les perspectives économiques pour la région de Québec en 2009 seront moins bonnes qu'en 2008, elles demeurent bonnes en 2009 ;
- même si plus du tiers des répondants songent à retarder des projets d'investissements qu'ils avaient initialement prévus faire en 2009, la variation entre la moyenne des investissements effectués en 2008 et ceux prévus en 2009 est positive ;
- plus du tiers des répondants prévoient solliciter de nouveaux emprunts auprès de leur institution financière et une très forte majorité prévoit avoir davantage de difficultés à négocier ces emprunts que par le passé ;
- malgré la crise financière qui affecte l'économie mondiale, les exportations de la région devraient augmenter dans toutes les zones d'exportation, et un plus grand nombre d'entreprises de la région prévoient augmenter leurs exportations vers les États-Unis de 10,9% ; et
- il y aurait une rareté de la main-d'oeuvre dans la région de Québec, ce qui serait un problème très sérieux ou plutôt sérieux pour plus des trois quarts des entreprises. Puisque l'immigration est jugée comme étant une solution contre la pénurie de main-d'oeuvre, plus de la moitié des décideurs sont prêts à modifier certaines politiques d'entreprise pour attirer ou retenir des immigrants.

Un programme de relance efficace Faire le bon choix de politiques publiques

26 janvier 2009

Ce texte est le sommaire du texte dont les signataires sont membres du Comité des Politiques publiques de l'ASDEQ. Les signataires sont : **Jean-Pierre Aubry, Karine Blondin, Ronald Carré, Charles A. Carrier, Martin Comeau, Jean-Michel Cousineau, Mohamed Dioury, Pierre Fortin, Luc Godbout, Jean-Luc Landry, Jean-Pierre Lessard, Philip Merrigan et Pierre-Paul Proulx.** Le texte original

est sur le site de l'ASDEQ à l'adresse suivante :

<http://www.asdeq.org/activites/comite-politiquespubliques/pdf/2009/2009-01-19-CPP-Redressement-economique.pdf>.

La crise financière qui a frappé la planète et le ralentissement de l'activité économique mondiale, voire l'arrivée d'une récession généralisée, ont soulevé de nombreuses questions quant aux politiques publiques à mettre en place par les gouvernements afin de rétablir la stabilité du secteur financier, de limiter la baisse de l'activité économique et d'amener le plus rapidement possible sa relance.

S'agit-il d'une courte récession qui sera suivie d'un retour relativement rapide vers une situation qui serait proche de notre potentiel ou sommes-nous confrontés à une situation caractérisée par un recul plus grand et plus long de l'activité économique, par une reprise plus lente et surtout par un besoin important de restructurer plusieurs secteurs de notre économie? De plus en plus d'analystes ont délaissé récemment l'idée d'une courte récession pour adopter des scénarios d'un recul beaucoup plus grand suivi d'une lente remontée.

Selon les discussions tenues lors de la dernière rencontre du G20, la taille des programmes de relance devrait être de l'ordre de près de 2 % du PIB, exclusion faite du soutien direct au bilan des institutions financières. Ce montant pourrait être différent d'un pays à l'autre.

Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI, a même suggéré d'ajouter un autre point de pourcentage moyen à ce nombre si cela s'avérait nécessaire. L'économie américaine, même si son PIB devait cesser sa chute avant la fin de 2009, ne devrait pas retourner à une pleine utilisation de ses capacités de production avant la fin de 2012. Sur cinq ans, le programme américain de relance pourrait augmenter directement le ratio de la dette nette au PIB de 10 à 15 points de pourcentage et même plus.

Dans un tel contexte, il nous semble raisonnable de penser que le plan de relance canadien avoir pour effet direct d'augmenter d'environ 5 points de pourcentage le ratio d'endettement de l'ensemble des administrations publiques canadiennes sur une période de 3 à 4 ans. Cet accroissement représente un somme de 75 milliards\$, dont près des deux tiers de ce montant iraient à la dette

fédérale. Rappelons à ceux qui peuvent trouver la somme faramineuse que, même si nos gouvernements ne prenaient aucune mesure pour améliorer la situation tout en voulant maintenir les services présentement offerts, leurs dettes nettes augmenteraient significativement de toute façon. Pour mieux apprécier l'augmentation du ratio d'endettement, il faut garder à l'esprit que le ratio total d'endettement, est passé d'un niveau de près de 100 % à 50 % au cours des 13 dernières années.

Les plans d'intervention des gouvernements devraient donc être conçus pour faire face à une forte récession suivie d'une lente reprise. Si la tempête s'avère moins forte que prévu, nos gouvernements pourront toujours réduire au fil du temps la durée ou l'ampleur de programmes mis en place. Faire l'inverse pourrait s'avérer très coûteux en termes de pertes d'emplois, d'expertise, de capital physique et humain et de parts de marché. À viser trop bas, on risque d'être en panne d'essence à mi-parcours. Afin d'encadrer les programmes de relance, un consensus semble se former autour des cinq principes suivants :

Intervenir rapidement

Il est important d'agir vite, car les retards dans la mise en place du programme de relance pourront être très néfastes en rendant possible l'effet de dominos qui pousse de plus en plus bas le niveau du PIB. Il en résultera un plus grand nombre de fermetures définitives d'entreprises entraînant ainsi des pertes permanentes d'emplois.

Agir avec efficacité

Les dépenses d'infrastructure sont un bon exemple de choix à faire. Il y aura certes des dépenses à faire pour le remplacement de certaines infrastructures arrivant à la fin de leur vie utile. Il serait également souhaitable qu'une partie des projets d'infrastructure reflètent de nouvelles directions stratégiques. Par exemple, devons-nous favoriser l'étalement urbain par la construction de plus d'autoroutes ou devons-nous investir dans des solutions plus écologiques comme le transport en commun ?

Éviter la création de déficits structurels

En plus du fort consensus pour éviter le retour aux déficits structurels, il faudrait aller plus loin en visant le remboursement d'une bonne partie de la dette

nette encourue pour les programmes de relance de façon à revenir, sur un horizon de 7 à 10 ans, au ratio d'endettement d'avant la crise.

Favoriser les actions concertées

La crise étant mondiale, elle implique que les pays du G20 planifient et agissent ensemble pour sortir de cette crise, en évitant la tentation du protectionnisme. Cette même logique de coopération s'applique aux régions ou provinces du Canada

Soutenir à la fois l'offre et de la demande

Le plan doit aussi refléter une réalité très simple : la relance n'aura lieu que s'il y a des producteurs offrant des biens et services, et des consommateurs qui les achètent. Évidemment, les programmes de relance doivent s'intégrer dans une stratégie de développement à long terme afin que les choix de politiques publiques soient compatibles avec les grands défis qui nous attendent, comme celui d'améliorer notre capacité à faire face à la concurrence internationale par l'intermédiaire du progrès technologique (innovation), du capital physique (les équipements) et du capital humain (la main d'oeuvre) de façon à générer des gains de productivité.

C'est dans un tel contexte que les baisses d'impôts des particuliers n'offrent peut-être pas le meilleur rendement possible. En effet, il est fort probable qu'une bonne partie des réductions de l'impôt sur le revenu ou des taxes à la consommation soit épargnée par les ménages qui ont vu une partie de leur épargne fondre avec la débâcle boursière ou encore serve à rembourser leur carte de crédit, ce qui peut, dans un cas comme dans l'autre, constituer une excellente idée sur une base individuelle ou à long terme, mais qui s'avère peu utile pour relancer l'économie à court terme. Selon la forme que la réduction fiscale prendra, elle stimulera quelque peu la consommation, mais il faut noter que la consommation est largement composée de produits fabriqués à l'étranger qui auront peu d'impact sur la relance de l'économie canadienne à proprement parler.

Le plan de relance doit a) Assouplir la politique monétaire et l'accès au crédit, b) Revoir les règles de fonctionnement des régimes de retraite, c) Investir dans les infrastructures et favoriser la rénovation domiciliaire,

d) Bonifier temporairement les transferts aux travailleurs mis à pied jumelés, si possible, de programmes de formation et e) Soutenir l'investissement et la liquidité des entreprises. Pour y arriver, nous avons besoin de leaders 1) qui redonneront confiance aux investisseurs et aux consommateurs, 2) qui ont un plan stratégique pour l'évolution à long terme et le positionnement international de l'économie du Canada et du Québec et 3) qui nous permettront de faire face aux grands défis de demain : la restructuration de certains secteurs de notre économie, le vieillissement de la population, la protection de l'environnement, la recherche de gains de productivité par l'innovation et la formation de notre main-d'oeuvre. Nos dirigeants doivent donc éviter la myopie, l'indécision et le manque de coopération. La présente situation et la conception des programmes nous offrent une occasion en or qu'il ne faut pas rater.

Nouveaux membres de l'ASDEQ

Nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux membres qui se sont joints à l'Association depuis décembre 2008.

Robert Baril

Ianik Marcil

Jean-Marie Barrailler

Denis Preston

John-John D'argensio

Sébastien Rodrigue

Michael Burt

Agathe Côté

Mario Lefebvre

Nous espérons que l'Association saura répondre à leurs attentes professionnelles. Si vous désirez contacter ces nouveaux membres, vous pouvez obtenir leurs coordonnées sur le site internet de l'ASDEQ :

<http://www.asdeq.org/bottin/membres.asp>.